

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 4199

[2007/23368]

14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'Aide médicale urgente de la province du Luxembourg

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, remplacé par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 instituant les Commissions d'Aide médicale urgente, notamment l'article 12;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur établi par la Commission d'Aide médicale urgente de la province du Luxembourg et annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
D. DONFUT

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Commission  
d'Aide médicale urgente de la province du Luxembourg

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la Commission*

§ 1<sup>er</sup>. Composition

Article 1<sup>er</sup>. La composition de la Commission d'Aide médicale urgente, dénommée ci-après la Commission, est conforme aux dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instituant les Commissions d'Aide médicale urgente et à la circulaire interprétative du 10 avril 2000.

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Tout membre qui, soit démissionne, décède ou perd la qualité énoncée à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal précité et justifiant sa désignation, est remplacé jusqu'au terme du mandat entamé.

§ 2. Les démissions sont présentées par écrit, avec proposition d'un remplaçant pour la poursuite du mandat.

§ 2. Missions

Art. 3. La Commission a, dans son ressort, les missions énumérées à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité.

§ 3. Fonctionnement - réunion & convocation

Art. 4. La Commission se réunit au moins une fois par an.

Art. 5. Les convocations sont adressées, par le Secrétaire de la Commission, aux membres de la Commission au moins un mois avant la date de la réunion, sauf cas d'urgence.

Dans tous les cas, la convocation mentionne l'ordre du jour, précise les points sur lesquels la Commission devra statuer et est accompagnée ou, s'il échet, suivie dans un courrier séparé, des documents devant permettre aux membres de délibérer en connaissance de cause sur les dossiers soumis à leur avis.

Art. 6. Le Président ouvre et clôture la séance.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 4199

[2007/23368]

14 SEPTEMBER 2007. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening van de provincie Luxemburg

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, inzonderheid op artikel 1, derde lid, vervangen bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot oprichting van de Commissies voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening, inzonderheid op artikel 12;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement, opgesteld door de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening van de provincie Luxemburg, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
D. DONFUT

BIJLAGE

Huishoudelijk reglement van de Commissie voor Dringende  
Geneeskundige Hulpverlening van de provincie Luxemburg

HOOFDSTUK I. — *De Commissie*

§ 1. Samenstelling

Artikel 1. De samenstelling van de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening, hierna de Commissie genoemd, gebeurt overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot oprichting van de Commissies voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening en de verklarende omzendbrief van 10 april 2000.

Art. 2. § 1. Elk lid dat ofwel zijn ontslag indient, overlijdt of de hoedanigheid verliest die vermeld wordt in artikel 3, § 2, van voornoemd koninklijk besluit en die zijn benoeming rechtvaardigde, wordt vervangen tot op het einde van het begonnen mandaat.

§ 2. Het ontslag wordt schriftelijk ingediend. Daarbij wordt tevens een vervanger voorgedragen om het mandaat voort te zetten.

§ 2. Opdrachten

Art. 3. De Commissie is in haar ambtsgebied verantwoordelijk voor de opdrachten opgesomd in artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

§ 3. Werking - vergadering & bijeenroeping

Art. 4. De Commissie komt minstens één keer per jaar samen.

Art. 5. De Secretaris van de Commissie stuurt de uitnodigingen minstens een maand vóór de datum van de vergadering, behoudens noodgevallen, naar de leden van de Commissie.

In de uitnodiging wordt steeds de agenda vermeld evenals de punten waarover de Commissie zal moeten beslissen. Bij de uitnodiging, of indien nodig in een afzonderlijke brief die nadien wordt opgestuurd, worden de documenten gevogd op basis waarvan de leden met kennis van zaken moeten kunnen beraadslagen over de dossiers die hun ter advies worden voorgelegd.

Art. 6. De Voorzitter opent en sluit de vergaderingen.

Il dirige les débats, veille à en assurer le caractère contradictoire et à mettre fin à toute discussion s'écartant de l'intérêt général.

Il assure le respect des prescriptions de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité et du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. Chaque séance doit faire l'objet d'un procès-verbal diffusé à l'ensemble des membres qui sont invités à formuler leurs remarques, par écrit au Président de la Commission, dans les 20 jours. Ces remarques seront examinées par le Bureau qui arrêtera définitivement le procès-verbal après ce délai. Le procès-verbal définitif est approuvé à la séance plénière ultérieure.

#### § 4. Modalités de vote

Art. 8. La Commission décide par vote des membres présents disposant du droit de vote. Les membres suppléants n'ont droit de vote qu'en cas d'absence de l'effectif qu'il supplée.

Chaque catégorie de membres visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, de l'arrêté royal précité dispose d'un nombre égal de voix fixé à trois voix par catégorie.

Art. 9. Il est procédé, au sein de chaque catégorie, à un premier tour de scrutin conformément aux modalités suivantes.

Un représentant de catégorie sera coopté ou à défaut d'accord sera désigné par le Président.

Ensuite, chaque représentant de catégorie formule le vote émis par les membres de sa catégorie. Les 3 voix de la catégorie sont réparties comme suit :

##### Vote d'approbation

- Supérieur ou égal à 2/3 des voix ( $\geq 2/3$ ) = 3 pour/0 contre
- Entre 2/3 et 1/2 des voix ( $> 1/2$  et  $< 2/3$ ) = 2 pour/1 contre
- La moitié des voix = 1.5 pour/1.5 contre
- Entre 1/3 et 1/2 des voix ( $> 1/3$  et  $< 1/2$ ) = 1 pour/2 contre
- Inférieur ou égal à 1/3 ( $\leq 1/3$ ) = 0 pour/3 contre

Art. 10. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

Art. 11. Les votes de non-approbation ou d'abstention peuvent être motivés de façon anonyme dans une note reprise au procès-verbal de la séance.

Art. 12. En cas de non-aboutissement, le projet est rediscuté en séance; si une solution est trouvée, il est soumis à un second tour conformément aux modalités de vote exposées ci-dessus. En cas de non-aboutissement, le dossier est renvoyé au Bureau pour être retravaillé.

Art. 13. Les instructions découlant des travaux de la Commission seront diffusées pour mise en pratique après avoir été transmises au Ministre pour approbation.

#### § 5. Transparence

Art. 14. Tous les membres sont tenus au secret des délibérations. Les renseignements dont ils auraient eu connaissance par l'exercice de leur mission sont soumis au secret professionnel. Il en va de même pour les projets d'avis et les procès-verbaux non approuvés.

Art. 15. Aucun des membres ne peut représenter la Commission sans l'accord du Président de la Commission.

#### CHAPITRE II. — Du Bureau

##### § 1<sup>er</sup>. Composition

Art. 16. La composition du Bureau de la Commission d'Aide médicale urgente est conforme aux dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instituant les Commissions d'Aide médicale urgente et à la circulaire interprétative du 10 avril 2000.

Art. 17. Les membres effectifs et les membres suppléants dans les catégories reprises à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité sont désignés, par scrutin à la majorité simple, au sein des Membres de la Commission.

— Tous les membres, effectifs et suppléants, votent, chacun dans sa catégorie.

Hij leidt de debatten, ziet erop toe dat het tegensprekelijk karakter ervan is gewaarborgd en beëindigt elke discussie die van het algemeen belang afwijkt.

Hij zorgt voor de naleving van de voorschriften van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 en van onderhavig huishoudelijk reglement.

Art. 7. Bij elke vergadering moeten notulen worden opgemaakt die aan alle leden worden bezorgd. Daarbij worden alle leden uitgenodigd om schriftelijk opmerkingen te formuleren en ze binnen de twintig dagen aan de Voorzitter van de Commissie te bezorgen. Deze opmerkingen zullen besproken worden in het Bureau dat de notulen na verloop van deze termijn definitief zal vastleggen. De definitieve versie van de notulen wordt goedgekeurd op de daaropvolgende plenaire vergadering.

#### § 4. Modaliteiten inzake stemming.

Art. 8. De Commissie beslist bij stemming door de stemgerechtigde aanwezige leden. Plaatsvervangende leden zijn enkel stemgerechtigd bij afwezigheid van het effectieve lid dat ze vervangen.

Elke categorie van leden bedoeld in artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>, van voornoemd koninklijk besluit heeft een gelijk aantal stemmen, dat is vastgelegd op drie stemmen per categorie.

Art. 9. Binnen elke categorie wordt tot een eerste stemronde overgegaan overeenkomstig de volgende regeling.

Een vertegenwoordiger van elke categorie zal gecoöpteerd worden of bij gebrek aan akkoord door de Voorzitter worden aangewezen.

Vervolgens maakt de vertegenwoordiger van elke categorie de stem uitgebracht door de leden van zijn categorie bekend. De 3 stemmen per categorie zijn als volgt verdeeld :

##### Stemming ter goedkeuring

- Meer dan of gelijk aan 2/3 van de stemmen ( $\geq 2/3$ ) = 3 voor/0 tegen
- Tussen 2/3 en 1/2 van de stemmen ( $> 1/2$  en  $< 2/3$ ) = 2 voor/1 tegen
- De helft van de stemmen = 1.5 voor/1.5 tegen
- Tussen 1/3 en 1/2 van de stemmen ( $> 1/3$  en  $< 1/2$ ) = 1 voor/2 tegen
- Minder dan of gelijk aan 1/3 ( $\leq 1/3$ ) = 0 voor/3 tegen

Art. 10. De beslissingen van de Commissie worden genomen bij meerderheid van twee derde van het totaal aantal stemmen.

Art. 11. Tegenstemmen of onthoudingen kunnen anoniem worden gemotiveerd in een nota die bij de notulen van de vergadering wordt gevoegd.

Art. 12. Wanneer de stemming geen resultaat oplevert, wordt het ontwerp opnieuw besproken in de vergadering. Als er een oplossing wordt gevonden, wordt hiervoor een tweede stemming gehouden overeenkomstig de hierboven beschreven stemmingsmodaliteiten. Als ook de tweede stemming geen resultaat oplevert, wordt het dossier terug naar het Bureau gestuurd om herwerkt te worden.

Art. 13. De voorschriften die het resultaat zijn van de werkzaamheden van de Commissie zullen ter goedkeuring aan de Minister worden voorgelegd en vervolgens verspreid worden zodat ze in de praktijk kunnen worden toegepast.

#### § 5. Transparantie

Art. 14. Alle leden zijn gebonden aan het geheim van de beraadslagingen. De informatie waarvan zij kennis zouden hebben wegens de uitoefening van hun opdracht is aan het beroepsgeheim onderworpen. Hetzelfde geldt voor de ontwerpadviezen en de niet-goedgekeurde notulen.

Art. 15. Geen enkel lid mag de Commissie vertegenwoordigen zonder het akkoord van de Voorzitter van de Commissie.

#### HOOFDSTUK. — Het Bureau

##### § 1. Samenstelling

Art. 16. De samenstelling van het Bureau van de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening gebeurt overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1988 tot oprichting van de Commissies voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening en de verklarende omzendbrief van 10 april 2000.

Art. 17. De effectieve en plaatsvervangende leden uit de categorieën opgenomen in artikel 6, § 1, 3<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 worden bij gewone meerderheid van stemmen aangesteld onder de Leden van de Commissie.

— Alle leden, effectieve en plaatsvervangende, stemmen, ieder in zijn categorie.

— Les membres suppléants n'ont droit de vote qu'en cas d'absence de l'effectif qu'il supplée.

— Le vote n'est pas obligatoire.

— Si un membre souhaite voter par procuration, il remet une procuration écrite à un autre membre de la même catégorie, qui recevra alors 2 bulletins de vote. Chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

— Chaque membre est invité à choisir 2 candidats, étant donné que les dispositions prévoient 2 postes : 1 effectif et 1 suppléant.

— Le scrutin est à la majorité simple.

— Le candidat qui totalise le plus grand nombre de voix deviendra membre effectif.

— Celui qui obtient le deuxième meilleur résultat deviendra membre suppléant.

— En cas de parité, un des assesseurs tirera au sort celui qui deviendra membre effectif.

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Tout membre qui, soit démissionne du Bureau, décède ou perd la qualité énoncée à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal précité et justifiant sa désignation, est remplacé, jusqu'au terme du mandat entamé.

§ 2. Les démissions sont présentées par écrit.

§ 3. Son remplaçant est désigné par scrutin à la majorité simple conformément aux modalités de vote décrites à l'article 17 du présent règlement d'ordre intérieur.

#### § 2. Missions

Art. 19. Le Bureau de la Commission a, dans son ressort, les missions énumérées à l'article 7 de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité.

Art. 20. Le Bureau est délégué par la Commission pour :

1° constituer des groupes de travail dans le but de faciliter l'exercice des missions de celle-ci;

2° formuler des avis sur les matières relevant de l'application de la loi du 8 juillet 1964 ou de ses arrêtés d'exécution et en particulier pour remettre un avis sur les demandes de dérogation aux articles 1.3. et 2.3. de la convention ambulance;

3° instruire les litiges, les plaintes;

4° encadrer la fonction de Dir-Med dans la province de Luxembourg;

5° proposer des modifications et amendements au présent règlement d'ordre intérieur.

Les modifications et amendements sont adoptés par le Bureau conformément aux modalités de vote décrites aux articles 26, 27 et 28 du présent règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur ainsi modifié ou amendé est soumis aux membres de la Commission à la séance plénière ultérieure. Le nouveau règlement d'ordre intérieur est adopté par la Commission conformément aux modalités de vote décrites aux articles 8, 9 et 10 du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 21. § 1<sup>er</sup>. En vue d'exécuter ses missions, le Bureau peut solliciter l'avis d'experts de son choix. Ces experts ont une voix consultative.

§ 2. Les médecins ou infirmiers qui, en vertu d'une convention conclue avec l'Etat, sont chargés de la formation, de recyclage, de l'évaluation des préposés du système d'appel unifié sont invités à assister aux réunions du Bureau de la COAMU consacrées aux matières en rapport avec leur mission.

Ces médecins et infirmiers ont une voix consultative.

#### § 3. Fonctionnement - réunion et convocation

Art. 22. Le Bureau de la COAMU se réunit au moins quatre fois par an.

Art. 23. Les convocations sont adressées, par le Secrétaire de la Commission aux membres du Bureau au moins 3 semaines avant la réunion.

La convocation reprend l'ordre du jour.

Chaque membre peut d'initiative soumettre un problème au Bureau de la Commission.

— De plaatsvervangende leden zijn enkel stemgerechtigd bij afwezigheid van het lid dat ze vervangen.

— Het stemmen is niet verplicht.

— Als een lid bij volmacht wil stemmen, geeft hij een schriftelijke volmacht aan een ander lid van dezelfde categorie dat dan 2 stembiljetten zal krijgen. Elk lid mag slechts één volmacht krijgen.

— Elk lid wordt uitgenodigd om 2 kandidaten te kiezen aangezien de voorschriften in 2 plaatsen voorzien.

— Het stemmen gebeurt bij gewone meerderheid.

— De kandidaat met de meeste stemmen wordt effectief lid.

— Degene met het tweede grootste aantal stemmen wordt plaatsvervangend lid.

— Bij staking van stemmen bepaalt de bijzitter via loting wie effectief lid wordt.

Art. 18. § 1. Elk lid dat ofwel zijn ontslag indient bij het Bureau, overlijdt of de hoedanigheid verliest die vermeld wordt in artikel 3, § 2, van voornoemd koninklijk besluit en die zijn benoeming rechtvaardigde, wordt vervangen tot op het einde van het begonnen mandaat.

§ 2. Het ontslag wordt schriftelijk ingediend.

§ 3. Zijn vervanger wordt aangesteld bij gewone meerderheid van stemmen overeenkomstig de stemmingsmodaliteiten beschreven in artikel 17 van onderhavig huishoudelijk reglement.

#### § 2. Opdrachten

Art. 19. Het Bureau van de Commissie is in haar ambtsgebied verantwoordelijk voor de opdrachten opgesomd in artikel 7 van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

Art. 20. Het Bureau is er door de Commissie toe gemachtigd om :

1° werkgroepen te vormen om de uitoefening van de taken van de Commissie te vergemakkelijken;

2° adviezen te formuleren over materies die onder de toepassing van de wet van 8 juli 1964 of van de uitvoeringsbesluiten ervan vallen of in het bijzonder om een advies uit te brengen over de aanvragen tot afwijking van artikels 1.3 en 2.3 van de ambulance-overeenkomst;

3° de geschillen, klachten te behandelen;

4° de functie van Dir-Med in de provincie Luxemburg te begeleiden;

5° wijzigingen en amendementen aan onderhavig huishoudelijk reglement voor te stellen.

De wijzigingen en amendementen worden door het Bureau goedgekeurd overeenkomstig de stemmingsmodaliteiten beschreven in artikels 26, 27 en 28 van onderhavig huishoudelijk reglement. Het aldus gewijzigde of geamendeerde huishoudelijk reglement wordt op de daaropvolgende plenaire vergadering aan de leden van de Commissie voorgelegd. Het nieuwe huishoudelijk reglement wordt door de Commissie goedgekeurd overeenkomstig de stemmingsmodaliteiten beschreven in artikelen 8, 9 en 10 van onderhavig huishoudelijk reglement.

Art. 21. § 1. Om zijn opdrachten uit te voeren kan het Bureau het advies inwinnen van experts van zijn keuze. Deze experts hebben een raadgevende stem.

§ 2. De artsen of verpleegkundigen die, op grond van een overeenkomst gesloten met de Staat, instaan voor de opleiding, de bijscholing en de evaluatie van de aangestelden van het eenvormig oproepstelsel worden uitgenodigd voor de vergaderingen van het Bureau van de CODGH die gehouden worden over de materies die op hun taken betrekking hebben.

Deze artsen en verpleegkundigen hebben een raadgevende stem.

#### § 3. Werking - vergadering & bijeenroeping

Art. 22. Het Bureau van de CODGH komt minstens vier keer per jaar samen.

Art. 23. De Secretaris van de Commissie stuurt de uitnodigingen minstens 3 weken voor de vergadering naar de leden van het Bureau.

In de uitnodiging wordt de agenda opgegeven.

Elk lid kan uit eigen beweging een probleem aan het Bureau van de Commissie voorleggen.

Le membre ayant un intérêt personnel dans un dossier ne peut participer ni à la discussion, ni à l'élaboration de l'avis, ni au vote concernant ce dossier, ceci afin d'éviter des conflits d'intérêts.

Art. 24. Un procès-verbal provisoire est transmis aux membres du Bureau qui sont invités à formuler leurs remarques, par écrit au Président de la Commission, dans les 20 jours.

Le procès-verbal définitif est approuvé à la séance ultérieure.

Art. 25. Lorsque le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions souhaite un avis urgent, une procédure d'urgence peut être appliquée, conformément aux prescrits de l'article 7, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité.

Une réunion extraordinaire est alors convoquée.

Un rapport provisoire, reprenant les conclusions, avis et propositions, est établi aussi vite que possible. Il est soumis au Président de la Commission qui en vérifie la forme et l'adresse au Ministre.

Pendant ce temps, le projet de procès-verbal est établi et envoyé aux membres de la réunion qui, s'ils ont des remarques à formuler, sont invités à les transmettre, par écrit au Président de la Commission, dans les 10 jours.

Un rapport définitif avec les conclusions éventuellement amendées en fonction des remarques est envoyé au Ministre.

#### § 4. Modalités de vote

Art. 26. Pour pouvoir délibérer valablement, au moins la moitié des membres du Bureau visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3° à 8°, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité doivent être présents.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président convoque une seconde réunion, à une date ultérieure, avec le même ordre du jour; le Bureau peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 27. Conformément à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité, le Bureau décide à la majorité des membres présents visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité.

Art. 28. Il est procédé à un premier tour de scrutin conformément aux modalités suivantes : chaque membre procède au vote à main levée sauf si un membre du Bureau demande le vote secret.

En cas de parité des voix, il est procédé à un second tour de scrutin conformément aux mêmes modalités.

Le résultat du vote sera rendu anonyme et exprimé en nombre de voix d'approbation, de non-approbation et d'abstention.

#### § 5. Transparence

Art. 29. Tous les membres du Bureau sont tenus au secret des délibérations. Les renseignements dont ils auraient eu connaissance par l'exercice de leur mission sont soumis au secret professionnel. Il en va de même pour les projets d'avis et les procès-verbaux non approuvés.

Art. 30. Aucun des membres du Bureau ne peut représenter la Commission sans l'accord du Président de la Commission.

### CHAPITRE III. — Des Groupes de travail

#### § 1<sup>er</sup>. Composition

Art. 31. § 1<sup>er</sup>. Pour l'exercice de la mission visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité, la Commission a créé, conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité un groupe de travail.

§ 2. Pour l'exercice de la mission visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°bis, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité, la Commission a créé, conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité un groupe de travail.

§ 3. La Commission peut, conformément à l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité, créer des groupes de travail.

#### § 2. Missions

Art. 32. Les groupes de travail visés à l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 10 août 1998 précité, ont pour mission de rendre des projets d'avis et/ou de faire des propositions.

Leden die een persoonlijk belang hebben in een bepaald dossier mogen niet deelnemen aan de bespreking, noch aan het formuleren van een advies of aan de stemming over dit dossier, dit om belangenvermenging te vermijden.

Art. 24. Er worden voorlopige notulen naar de leden van het Bureau gestuurd, die uitgenodigd worden om hun opmerkingen schriftelijk te formuleren en binnen de 20 dagen naar de Voorzitter van de Commissie te sturen.

De definitieve notulen worden in de daaropvolgende vergadering goedgekeurd.

Art. 25. Wanneer de Minister die de Volksgezondheid binnen zijn bevoegdheid heeft een dringend advies wenst, kan een noodprocedure worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, § 2, 2°, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

Hiervoor wordt een buitengewone vergadering bijengeroepen.

Er wordt zo snel mogelijk een tijdelijk verslag met conclusies, adviezen en voorstellen, opgesteld. Het wordt voorgelegd aan de Voorzitter van de Commissie die de vorm ervan controleert en het doorstuurt aan de Minister.

Ondertussen wordt het ontwerp van notulen opgesteld en naar de leden van de vergadering gestuurd, die uitgenodigd worden om hun eventuele opmerkingen schriftelijk te formuleren en binnen de 10 dagen naar de Voorzitter van de Commissie te sturen.

Vervolgens wordt een definitief verslag met de conclusies die eventueel op basis van de opmerkingen gewijzigd zijn, naar de Minister geseuurd.

#### § 4. Modaliteiten inzake stemming

Art. 26. Om rechtsgeldig te kunnen beraadslagen en beslissen moet ten minste de helft van de leden van het Bureau bedoeld in artikel 6, § 1, 3° tot 8°, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 aanwezig zijn.

Indien het quorum niet gehaald wordt, roept de Voorzitter op een later tijdstip een tweede vergadering bijeen met dezelfde agenda; het Bureau kan dan rechtsgeldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 27. Overeenkomstig artikel 9, lid 2, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 beslist het Bureau bij meerderheid van de aanwezige leden bedoeld in artikel 6, § 1, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

Art. 28. Er wordt tot een eerste stemronde overgegaan overeenkomstig volgende regeling : elk lid stemt bij handopsteken behalve wanneer een lid van het Bureau een geheime stemming vraagt.

In geval van staking van stemmen wordt een tweede stemronde gehouden overeenkomstig dezelfde regeling.

Het resultaat van de stemming zal anoniem blijven en uitgedrukt worden in aantal voor- en tegenstemmen en onthoudingen.

#### § 5. Transparantie

Art. 29. Alle leden van het Bureau zijn gebonden aan het geheim van de beraadslagingen. De informatie waarvan zij kennis zouden hebben wegens de uitoefening van hun opdracht is aan het beroepsgeheim onderworpen. Hetzelfde geldt voor de ontwerpadviezen en de niet-goedgekeurde notulen.

Art. 30. Geen enkel lid van het Bureau mag de Commissie vertegenwoordigen zonder het akkoord van de Voorzitter van de Commissie.

### HOOFDSTUK III. — De Werkgroepen

#### § 1. Samenstelling

Art. 31. § 1. Voor de uitoefening van de opdracht bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6°, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 heeft de Commissie een werkgroep opgericht overeenkomstig artikel 5, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

§ 2. Voor de uitoefening van de opdracht bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6°bis, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 heeft de Commissie een werkgroep opgericht overeenkomstig artikel 5, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

§ 3. De Commissie mag overeenkomstig artikel 5, § 2, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 werkgroepen oprichten.

#### § 2. Opdrachten

Art. 32. De werkgroepen bedoeld in artikel 5, § 2, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998 hebben tot taak ontwerpadviezen uit te brengen en/of voorstellen te doen.

## § 3. Fonctionnement : réunion &amp; convocation

Art. 33. Dans chaque groupe de travail, les membres désignent un Président modérateur et un rapporteur.

Art. 34. Chaque groupe de travail planifie ses horaires de réunion, qui sont communiqués, par le rapporteur, au Secrétaire de la Commission endéans les 3 semaines avant la première réunion prévue.

Les dates sont fixées lors des réunions. Deux semaines avant la réunion, le Secrétaire de la Commission adresse une confirmation écrite aux personnes concernées.

Art. 35. Le Président modérateur dirige les débats et veille à en assurer le caractère contradictoire. Il peut à ce titre mettre fin à toutes les discussions s'écartant de l'intérêt général.

Art. 36. Le rapporteur communique au Bureau les dates de réunion, l'ordre du jour, l'état d'avancement des activités du groupe. Il est chargé de la rédaction du compte-rendu des réunions du groupe de travail et des propositions et projets d'avis qui en émanent. Le compte-rendu de la séance est transmis dans les 8 jours au Bureau de la Commission.

## § 4. Modalités de vote

Art. 37. Les groupes de travail rendent des projets d'avis à la majorité simple des membres présents à concurrence d'une voix par membre.

Art. 38. Il est procédé à un premier tour de scrutin conformément aux modalités suivantes.

Chaque membre procède au vote à main levée sauf si un membre du groupe de travail demande le vote secret.

En cas de parité des voix, il est procédé à un second tour de scrutin conformément aux mêmes modalités.

En cas de nouvelle parité, le projet est soumis tel quel au Bureau.

Art. 39. Les projets d'avis sont transmis au Bureau de la Commission ainsi que le résultat du vote rendu anonyme et exprimé en nombre de voix d'approbation, de non-approbation et d'abstention.

## § 5. Transparence

Art. 40. Tous les membres des groupes de travail sont tenus au secret des délibérations. Les renseignements dont il auraient eu connaissance par l'exercice de leur mission sont soumis au secret professionnel. Il en va de même pour les projets d'avis et les procès-verbaux non approuvés.

Art. 41. Aucun des membres des groupes de travail ne peut représenter la Commission sans l'accord du Président de la Commission.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 septembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
D. DONFUT

## § 3. Werking : vergadering &amp; bijeenroeping

Art. 33. In elke werkgroep kiezen de leden een Voorzitter-moderator en een verslaggever.

Art. 34. Elke werkgroep plant zijn vergaderschema, dat binnen de 3 weken voor de eerste geplande vergadering door de verslaggever aan de Secretaris van de Commissie wordt meegedeeld.

De data worden vastgelegd tijdens de vergaderingen. Twee weken vóór de vergadering stuurt de Secretaris van de Commissie een schriftelijke bevestiging naar de betrokken personen.

Art. 35. De Voorzitter-moderator leidt de debatten en ziet erop toe dat het tegensprekelijk karakter ervan is gewaarborgd. Hij kan elke discussie die van het algemeen belang afwijkt, beëindigen.

Art. 36. De verslaggever geeft het Bureau de vergaderdata, de agenda en de stand van zaken van de activiteiten van de werkgroep door. Hij stelt het verslag van de vergaderingen van de werkgroep evenals de voorstellen en ontwerpadviezen die daaruit voortvloeien, op. Het verslag van de vergadering wordt binnen de 8 dagen naar het Bureau van de Commissie gestuurd.

## § 4. Modaliteiten inzake stemming

Art. 37. De werkgroepen brengen ontwerpadviezen uit bij gewone meerderheid van de aanwezige leden, en dit ten belope van één stem per lid.

Art. 38. Er wordt tot een eerste stemronde overgegaan overeenkomstig volgende regeling.

Elk lid stemt bij handopsteken behalve wanneer een lid van de werkgroep een geheime stemming vraagt.

Bij staking van stemmen wordt een tweede stemronde gehouden overeenkomstig dezelfde regeling.

Wanneer er opnieuw staking van stemmen is, wordt het ontwerp als dusdanig aan het Bureau voorgelegd.

Art. 39. De ontwerpadviezen evenals het anonieme resultaat van de stemming uitgedrukt in aantal voor- en tegenstemmen en onthoudingen worden bezorgd aan het Bureau van de Commissie.

## § 5. Transparantie

Art. 40. Alle leden van de werkgroepen zijn gebonden aan het geheim van de beraadslagingen. De informatie waarvan zij kennis zouden hebben wegens de uitoefening van hun opdracht is aan het beroepsgeheim onderworpen. Hetzelfde geldt voor de ontwerpadviezen en de niet-goedgekeurde notulen.

Art. 41. Geen enkel lid van de werkgroepen mag de Commissie vertegenwoordigen zonder het akkoord van de Voorzitter van de Commissie.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 september 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
D. DONFUT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2007 — 4200

[C — 2007/23392]

**28 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté royal relatif aux modalités  
d'élaboration du rapport fédéral en matière d'environnement**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement, notamment l'article 17;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

N. 2007 — 4200

[C — 2007/23392]

**28 SEPTEMBER 2007. — Koninklijk besluit betreffende de regels  
voor het opstellen van het federale milieuraapport**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 5 augustus 2006 betreffende de toegang van het publiek tot milieu-informatie, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 maart 2007;